

Peter D. Sutherland, Représentant spécial pour les migrations internationales auprès de l'ONU

Préjugés autour de l'immigration

Le débat sur l'immigration ne sera jamais une discussion facile, mais il a vocation à se révéler moins tendancieux et plus ouvert lorsque ses participants y intègrent la réalité des faits.

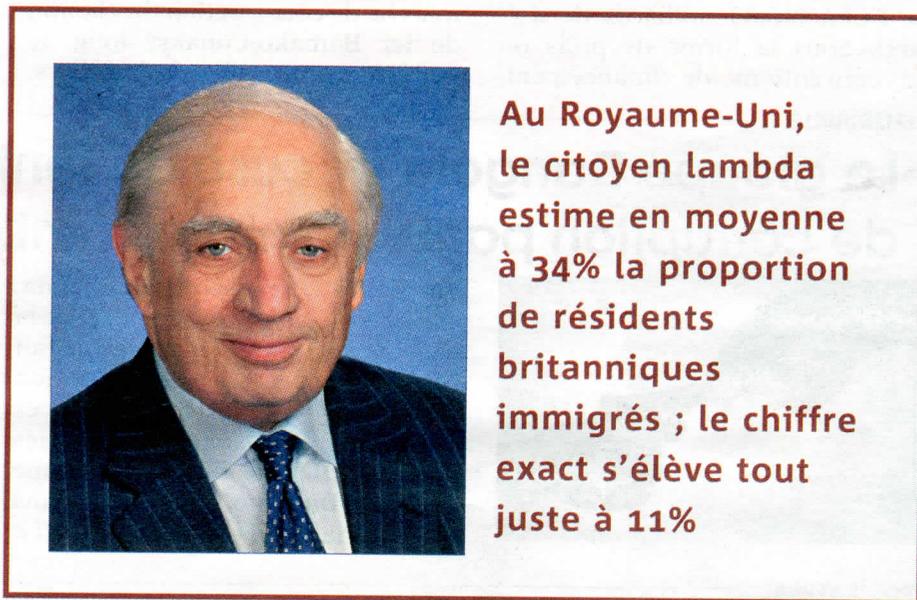
Des deux côtés de l'Atlantique, les mesures de lutte contre l'immigration malmènent la démocratie et la dignité humaine. Les partis nationalistes d'extrême droite ne cessent de progresser sur le continent européen, tandis que plusieurs millions de migrants sans-papiers souffrent dans l'ombre. Aux Etats-Unis, le président Barack Obama, soucieux de la capacité de son parti à conserver les rênes du Sénat, a décidé de reporter la réforme sur l'immigration jusqu'après les élections du mois de novembre.

Cette approche pourrait toutefois se révéler une erreur. Un récent sondage, mené auprès de l'opinion publique par le German Marshall Fund (GMF), a en effet démontré que le sentiment de rejet des immigrés puisait principalement sa source dans un manque d'information, plus que dans une véritable animosité.

L'une des plus importantes conclusions du sondage Transatlantic Trends mené par le GMF réside en ce que le rejet des immigrés s'atténue dès lors que les citoyens prennent connaissance des chiffres les plus basiques. En effet, interrogés sur la question de savoir si les Etats-Unis hébergeaient un trop grand nombre d'immigrés, 38% des répondants américains ont répondu par l'affirmative. Or, lorsqu'on les informe sur le nombre exact d'étrangers résidant effectivement aux Etats-Unis avant de leur poser la question fatidique, leur opinion se révèle significativement différente : seuls 21% considèrent alors les immigrés comme trop nombreux.

Cette tendance ne cesse de se vérifier, pays après pays. Au Royaume-Uni, 54% des premiers répondants ont affirmé déplorer un trop grand nombre d'étrangers ; ce pourcentage passe à 31% dès lors que les répondants connaissent les chiffres exacts. Ainsi en Grèce, observe-t-on un passage de 58% à 27%, de 44% à 22% pour l'Italie, etc.

Les seuls pays contrariant la tendance sont ceux qui ne connaissent qu'une immigration très faible, comme la Pologne, ou encore ceux qui bénéficient d'un débat politique plus ouvert, plus avisé, et plus progressiste autour



Au Royaume-Uni, le citoyen lambda estime en moyenne à 34% la proportion de résidents britanniques immigrés ; le chiffre exact s'élève tout juste à 11%

de l'immigration, comme la Suède ou l'Allemagne.

D'autres sondages ont mis en lumière l'incroyable inexactitude de la perception qu'ont les citoyens de l'immigration. Au sein de nombreux pays développés, l'opinion publique considère par exemple les immigrés résidant sur leur territoire comme trois fois plus nombreux qu'ils ne le sont en réalité. Au Royaume-Uni, le citoyen lambda estime en moyenne à 34% la proportion de résidents britanniques immigrés ; le chiffre exact s'élève tout juste à 11%.

Ces distorsions disparaissent au sein des Etats promouvant une discussion ouverte, abordée avec conviction, autour des défis que représente l'immigration. Le citoyen suédois estime par exemple à 18% la population nationale immigrante ; la vérité se situe autour de 13%. Ainsi, le populisme est-il globalement absent de ces sociétés, au sein desquelles les partis du gouvernement ne se livrent pas à une diabolisation des minorités et des immigrés.

Il y a là une preuve manifeste selon laquelle les débats et élaborations politiques les plus respectueux de la réalité peuvent considérablement transformer les dynamiques politiques négatives que génère l'immigration. Il faut par ailleurs en conclure combien, en échouant à promouvoir la réalité de la

problématique d'immigration auprès des électeurs, les partis européens de gouvernement contribuent à l'essor des partis les plus extrêmes. Comment ne pas y voir une dangereuse blessure politique auto-infligée ?

Le sondage Transatlantic Trends a également révélé que l'opinion américaine ne craignait pas l'immigration légale, tandis qu'environ un tiers des Américains considéraient comme une réussite l'intégration des enfants d'immigrés au sein des communautés. Ces conclusions devraient encourager les responsables politiques à se montrer plus proactifs dans l'élaboration de politiques plus favorables à l'immigration légale, ainsi que des mesures d'intégration des immigrés.

Même lorsqu'il est question d'immigration clandestine, les citoyens américains –certes préoccupés par ce problème– se montrent plus raisonnables que leurs dirigeants politiques quant à savoir de quelle manière résoudre cette difficulté. De nombreux Américains interrogés par le GMF considèrent par exemple que les immigrés clandestins devraient avoir le droit d'obtenir un statut légal.

La mise en œuvre d'une approche par le débat, mobilisant l'opinion publique autour d'autres aspects de l'immigration, pourrait également contribuer à atténuer le sentiment de rejet des

immigrés. De récents travaux, menés dans plusieurs pays, ont par exemple démontré que les immigrés dans leur ensemble apportaient davantage à leur communauté sur le plan économique qu'ils n'en tiraient eux-mêmes parti. En Allemagne, une étude conduite par la Bertelsmann Foundation, à paraître le mois prochain, a estimé à 3 300 la contribution fiscale nette de chaque immigré en 2012. Ces chiffres contrarient la croyance populaire selon laquelle les immigrés constitueraient un fardeau pour les aides publiques.

Les migrations créent bien entendu un certain nombre de défis réels pour les communautés, et peuvent engendrer pertes d'emploi et baisses de salaire, parmi les travailleurs natifs. Mais ici encore, c'est bien le manque d'attention autour de ces problématiques –plus que la simple présence d'immigrés– qui constitue le véritable problème.

La mise en œuvre de politiques actives autour de formations de reclassement permettrait notamment de mieux contrer ces impacts négatifs, plutôt que d'en appeler à des expulsions en masse. C'est l'une des raisons pour lesquelles les syndicats professionnels, autrefois fermement opposés à toute immigration, se montrent aujourd'hui beaucoup plus favorables aux mesures de régularisation des travailleurs clandestins et autres mécanismes en faveur des migrations.

L'existence d'un débat public informé constitue la condition *sine qua non* de tout régime démocratique. En son absence, préjugés et populisme sont voués à l'emporter. Le débat sur l'immigration ne sera jamais une discussion facile, mais il a vocation à se révéler moins tendancieux et plus ouvert lorsque ses participants y intègrent la réalité des faits ■

Traduit de l'anglais par Martin Morel

PROJECT SYNDICATE
A WORLD OF IDEAS

Copyright: Project Syndicate, 2014.
www.project-syndicate.org